

NOTE DE LECTURE

par Jean François VIDAL¹

LA CROISSANCE DEBUT DE SIECLE

Robert BOYER
Albin Michel, Paris 2002

Robert Boyer analyse dans ce livre la « nouvelle économie » (NE), c'est-à-dire la configuration de changements institutionnels, de développement des marchés financiers, et d'essor des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC), que l'on a observée aux États-Unis au cours des années 1990. Ce thème a fait déjà fait l'objet de nombreuses publications. Mais le livre de Robert Boyer a trois particularités. Il repose sur une érudition impressionnante, qui combine de façon cohérente des approches microéconomiques, macroéconomiques, théoriques et empiriques. Il accorde une grande place à l'histoire économique, en mobilisant les travaux sur l'histoire des crises financières et sur l'histoire des technologies, qui se sont multipliés dans les années récentes. Il propose une analyse régulationniste de la NE, en montrant le cheminement suivi par l'économie américaine depuis les débuts de la crise du fordisme, et en examinant si les changements des années 1980 et 1990 ont permis de faire émerger un régime de croissance cohérent et vigoureux.

Les conclusions de R. Boyer susciteront de vives discussions. Soutenues par des argumentations nuancées, elles sont tout à fait nettes, et nous les résumons de façon un peu provocante : la NE n'est pas vraiment nouvelle ; son développement s'est fait avec des déséquilibres importants ; la NE est déjà morte avec le krach et le retournement conjoncturel de 2000-2001. On ne peut même pas dire

1. Professeur de sciences économiques à l'Université Paris XI –
✉: Vidal-JF-PR-universite-P11@wanadoo.fr

que la NE est un régime de croissance mort-né, car elle était surtout une fiction euphorisante, qui venait après deux décennies de déception.

Dans ses trois premiers chapitres, Robert Boyer présente les caractéristiques de la NE et ses principales interprétations. Il n'y a pas de désaccords importants sur l'ensemble des faits qui sont désignés sous le terme de NE : aux États-Unis au cours des années 1990, il y a eu un essor considérable des investissements en NTIC, il y a eu une accélération des gains de productivité macroéconomiques, les marchés financiers ont acquis une importance croissante, et la phase d'expansion de 1991 à 2000 a été bien plus longue que la moyenne de celles qui ont été observées depuis un siècle au moins. Mais il y a plusieurs interprétations de la NE, qui aboutissent à des diagnostics divergents : elle peut être conçue comme un choc transitoire résultant d'une conjonction de hasards favorables et de bonne gestion macroéconomique, ou comme le début d'une nouvelle phase ascendante d'un cycle long à la Schumpeter, ou comme une transformation radicale aboutissant à un rehaussement du potentiel de croissance à très long terme. Robert Boyer introduit habilement le problème de la régulation de la NE à partir des théories microéconomiques des réseaux et des activités d'information (chapitre 2). Les activités et les produits liés aux NTIC bénéficient de rendements d'échelle croissants, et de coûts marginaux de production quasi nuls, une fois réalisés des investissements préalables importants. Les conditions de fonctionnement de la NE sont très éloignées des hypothèses de l'équilibre général concurrentiel ; son expansion est source de déséquilibres et d'incertitudes.

La notion de NE repose implicitement sur l'idée que la diffusion rapide des NTIC, l'essor des marchés financiers, et l'accélération de la croissance macroéconomique sont nécessairement liés, et que tous les pays doivent mettre en œuvre cette configuration expérimentée aux États-Unis. Mais le doute a été jeté sur cette assertion par les nombreux travaux empiriques réalisés aux États-Unis même, pour expliquer les gains de productivité (chapitre 3). Une partie de l'accélération des gains de productivité du travail s'explique par des facteurs tout à fait traditionnels : l'accélération de la substitution du capital au travail et la pression de la demande. Le rôle des NTIC apparaît dans une partie des branches avec l'accélération des gains de productivité globale des facteurs : ce sont les branches qui produisent les biens et services informationnels, la finance et une partie des commerces. Pour l'industrie, la construction, les transports et télécommunication, les services de santé, on ne peut établir que les NTIC ont contribué de façon significative à la croissance de la productivité.

Dans les chapitres 4 à 7, Robert Boyer présente une analyse régulationniste de la NE. Le chapitre 4 est important, car il resitue les années 1990 dans l'histoire des États-Unis depuis la fin des années 1960. Il permet à la fois de reconstituer le chemin suivi, et il commence à distinguer ce qu'il y a de vraiment « nouveau » dans les années 1990, de ce qui n'est qu'une reproduction de processus déjà connus. Des stratégies successives ont été suivies, depuis les années 1960, pour relancer durablement la croissance, mais aucune de celles qui ont précédé la NE n'a véritablement réussi. La délocalisation des industries vers les

pays du Sud riches en énergie et en main-d'œuvre peu coûteuse a aggravé les déficits du commerce extérieur et le sous-emploi. Les politiques conservatrices de déréglementation ont abouti à un renforcement de la concurrence sur les marchés des produits, et à la disparition du rapport salarial fordiste sur le marché du travail : les syndicats ont été affaiblis, et la formation des salaires a été décentralisée et individualisée, ce qui a accru les inégalités. Mais ces politiques n'ont pas permis de relever le trend de la productivité, et le déficit du commerce extérieur s'est aggravé à cause des effets expansifs de la baisse des impôts. Les tentatives de transplantation des modèles de gestion japonais ont abouti à des résultats décevants ; de surcroît, le modèle japonais est confronté depuis 1990 à une crise très grave. Dans les années 1990, une transformation profonde des grandes entreprises américaines s'est réalisée sous la pression des actionnaires : la valeur des actions est devenue une variable centrale aussi bien pour la gestion des entreprises que pour la croissance macroéconomique. Les plus-values sur les actions alimentent les revenus des ménages et améliorent leur accès au crédit. Ce régime de croissance impulsé par la finance a entraîné la bulle spéculative sur la NE et des déséquilibres importants, surtout le surinvestissement en produits des NTIC, et une surévaluation manifeste des « jeunes pousses ».

Robert Boyer rappelle que l'usage croissant des ordinateurs par les entreprises ne date pas des années 1990, mais des années 1960. Il y a eu plusieurs grands tournants dans le contenu de l'accumulation du capital aux États-Unis. À partir de 1900, la part des constructions a baissé au profit de machines ; à partir de 1960, la part des matériels électroniques s'accroît rapidement ; depuis 1990, la part des achats de logiciels augmente très rapidement, ce qui est sûrement lié au développement de la micro-informatique. L'association des micro-ordinateurs et des télécommunications a bouleversé les méthodes de production dans la finance, le tourisme, une partie des commerces, et bien sûr la recherche. De plus, les NTIC sont bien plus utilisées comme biens de production que comme biens de consommation ; elles stimulent plus le développement de l'offre que celui de la demande. Les NTIC ont donc un effet déflationniste. Dans le fordisme, les biens d'équipement étaient aussi bien acquis par les entreprises et que par les ménages, en sorte que les bouleversements affectaient de façon cohérente la production et la consommation.

Le chapitre 5 développe l'idée que la NE américaine n'est pas la seule configuration institutionnelle qui permette de tirer parti des NTIC. Plusieurs petits pays européens (Danemark, Finlande, Portugal) ont connu une croissance vigoureuse, en faisant un usage intensif des NTIC, sans pour autant en être eux-mêmes de grands producteurs ou de grands exportateurs. Ils ont déréglementé leurs marchés des biens et services, mais non celui du travail, et ils ont évité la montée des inégalités. Peut-être cette partie de la démonstration n'a-t-elle pas été suffisamment développée. On aimerait en savoir plus sur les régimes de croissance diversifiés suivis par les pays européens, sur la possibilité de suivre des trajectoires différentes dans le cadre de l'Union européenne, et sur les résultats pour le moins mitigés obtenus par des pays scandinaves qui ont combiné

État providence et libéralisation financière, et qui ont subi de graves crises financières au début des années 1990. Il est vrai que Robert Boyer a répondu en partie à ces questions dans d'autres écrits, consacrés à la construction européenne.

Le chapitre 6 est lui aussi très important. Il témoigne de ce que Robert Boyer intègre véritablement la dimension historique dans son travail. L'histoire est faite de retournements imprévus et contraires. Comme l'a montré Paul Ricoeur, cette dimension ne peut être vraiment saisie que par un récit qui laisse sa part au drame. Le chapitre 6 traite du retournement 2000-2001, avec l'effondrement du Nasdaq, et le fort ralentissement macroéconomique. Étudier la fin, ou la mort, d'un processus économique, nous en apprend toujours sur son essence : le récit dramatique est aussi analytique. Robert Boyer décompose l'histoire des années 1995-2001 en cinq actes, selon une séquence très proches de la théorie des crises financières proposée par C.P. Kindleberger, à partir de l'histoire financière longue. Les deux causes principales du retournement sont, d'une part, que les opérateurs ont fini par prendre conscience de la surévaluation des actions émises par les « jeunes pousses » de la NE et, d'autre part, que la forte baisse du chômage a fini par entraîner, à partir de 1997, une accélération de la croissance des salaires réels supérieure à celle des gains de productivité : la part des profits dans la valeur ajoutée a commencé à décroître, alors que le stock de capital augmentait plus vite que la valeur ajoutée, en sorte que la rentabilité du capital a baissé. Ce sont là des causes de récession qui avaient déjà été mises en évidence par Juglar et par Marx.

Le chapitre 6 montre aussi, en faisant appel à l'histoire longue des technologies, que la vague d'innovations liée aux micro-ordinateurs et aux télécommunications n'est pas sans précédent. Jusqu'ici, elle a même eu moins d'effets sur l'activité que le développement de l'électricité à partir de la fin du XIX^e siècle. La maîtrise du courant alternatif a transformé à la fois les conditions d'utilisation de l'énergie et les activités de transformation des matières premières. Les NTIC ne modifient ni l'utilisation de l'énergie, ni la transformation de la matière. Elles modifient les transferts d'informations et les flux financiers. Mais, depuis le début du XIX^e siècle, les transferts d'informations et de capitaux ont bénéficié d'innovations importantes avec le télégraphe, le téléphone, la radio. Le courrier électronique se situe dans leur prolongement. Il n'est pas certain que les NTIC soient la vague d'innovations qui a le plus transformé l'économie. On pense trop souvent que la croissance est liée à une seule innovation. En réalité, les révolutions technologiques reposent sur une myriade d'innovations, et la croissance repose aussi bien sur leurs conséquences directes que sur leurs conséquences indirectes.

Le chapitre 7 tire les ultimes conséquences de la mort de la NE. La plus importante est que l'effondrement de la NE n'a pas entraîné de recul grave de l'activité macroéconomique. Les secteurs de l'« ancienne économie » (AE) jouent encore un rôle très important. La crise sur le Nasdaq a entraîné un fort recul des investissements des entreprises, dans lesquels les achats de produits de l'électronique et de l'informatique avaient un poids important. Mais pour

l'ensemble de l'économie, il n'y a pas eu de récession au sens strict, grâce à la bonne tenue des achats des ménages, notamment en automobiles et en logements. Le rôle des NTIC dans les dynamiques macroéconomiques a été largement surestimé. La NE était surtout un ensemble de mythes relatifs aux sources de la croissance, à la disparition des cycles, et à la rationalité croissante des agents grâce à l'accumulation d'informations.

La dernière partie du livre de Robert Boyer, qui comprend le chapitre 8 et la conclusion générale nous fait voir, ou entrevoir, ce qu'il y a au-delà du mythe de la NE. Le régime fordiste a commencé à entrer en crise vers 1965 aux États-Unis. Il a d'abord cédé la place à un régime d'accumulation extensif, marqué par la faiblesse des gains de productivité, la montée des inégalités, et une hétérogénéité croissante des modes de vie. Vers 1995, a émergé un nouveau régime de croissance, qui a résulté d'un ensemble de transformations. La déréglementation du marché des produits a stimulé la concurrence et l'innovation. La fin du rapport salarial fordiste a permis la réallocation des compétences entre branches. Les politiques macroéconomiques ont été moins inspirées par le souci de trouver un compromis entre le capital et le travail que par la volonté de favoriser les entreprises et les marchés financiers. L'alliance des micro-ordinateurs et des télécommunications doit être ajoutée à la liste de ces transformations, mais elle n'en est pas la plus importante. La financiarisation a joué un rôle plus important que les NTIC dans la croissance des années 1990. L'envolée du cours des actions a stimulé la consommation de ménages, et poussé leur taux d'épargne à la baisse. Elle a stimulé l'investissement des entreprises. Le critère de la valeur pour les actionnaires a modifié le rapport salarial et poussé les entreprises à considérer la masse salariale comme la variable d'ajustement. La globalisation financière a aussi permis aux États-Unis de financer leurs déficits extérieurs cumulés. Telles sont les véritables nouveautés des années 1990.

Sur le rôle des marchés financiers dans la croissance américaine, Robert Boyer ne nous en dit peut-être pas assez. On pourrait leur appliquer le même raisonnement qu'aux NTIC : puisque l'effondrement des marchés financiers de 2000-2001 n'a pas entraîné de recul général de l'activité, ils n'ont peut-être pas joué un rôle si important dans la croissance antérieure. Il faudrait approfondir l'analyse des relations entre secteur réel et secteur financier. Le secteur financier peut être au service du secteur réel, comme pendant le fordisme ; il peut le dominer. Mais il peut aussi y avoir une dichotomie entre eux. Si l'on retient l'idée que le régime d'accumulation actuel est dominé par la finance, il faudrait préciser la nature de l'effondrement de 2000-2001 : est-ce une petite crise normale dans le cadre d'un régime de croissance solide ? Est-ce une crise d'installation de ce régime, en ce sens que les innovations financières n'auraient pas encore été bien régulées, et qu'un renforcement des règles prudentielles, et une action plus efficace des prêteurs en dernier ressort pourraient aisément faire revenir la prospérité et l'euphorie ? Est-ce une grande crise, en sorte que les marchés financiers en resteront déprimés pendant longtemps ?

Le dégonflement de la NE a montré l'importance de l'AE (ancienne économie). Dans celle-ci, les tendances de la demande jouent un rôle important. À

long terme, ce sont les services d'éducation, de loisirs et de santé qui ont le plus bénéficié du surcroît de demande. Le principal bouleversement des modes de vie dans les pays développés résultera dans les prochaines décennies du vieillissement des populations. Le prochain régime de croissance sera sans doute « anthropogénétique », c'est-à-dire centré sur la production de l'homme par l'homme. Il a des chances particulières de se développer en Europe, car les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé y sont importantes. Le vieillissement de la population favorisera surtout les dépenses de santé. Dans ce secteur, le progrès technique, qui entraîne l'allongement de la vie, ne peut qu'entraîner de nouvelles dépenses. Cette conséquence est au moins aussi importante que le nécessaire effort de transfert entre générations pour financer les retraites. Le régime de croissance anthropogénétique devra reposer sur un compromis entre financements public, privé, mutualiste, et s'appuyer sur une vague d'innovations dans les biotechnologies. Robert Boyer ne fait ici qu'esquisser quelques caractéristiques d'un futur régime de croissance. Son livre incite à approfondir l'analyse des consommations collectives, notamment en mobilisant les travaux d'histoire économique quantitative fait à Montpellier sur les dépenses d'éducation et de santé.

Aujourd'hui, l'économie américaine est peut-être parvenue à un nouveau tournant de son histoire économique, qui pourrait aboutir à la remise en cause de beaucoup des certitudes acquises au cours des vingt dernières années. Le livre de Robert Boyer est pleinement d'actualité, tout en nous offrant de larges perspectives théoriques et empiriques. Il montre surtout que la méthode régulationniste qui consiste à comprendre, au sens originel du terme, les tendances à long terme, les crises et les institutions, reste toujours pertinente au début du XXI^e siècle. Il incite à poursuivre les recherches sur les bouleversements des modes de vie, sur la persistance et les transformations des fluctuations, et sur les différences entre le capitalisme américain et les capitalismes européens.

VIDAL Jean-François

Agrégé des Facultés de sciences économiques et professeur à l'Université Paris XI (Sceaux, Orsay). Ses recherches portent sur les crises économiques dans les pays industrialisés depuis le XIX^e siècle. Ses principaux ouvrages ont traité des crises économiques de longue durée, de la transmission internationale des fluctuations, et des dépressions de la fin du XIX^e siècle en Europe.